

# Séminaire de sensibilisation et de renforcement des capacités sur les SIG comme outil d'aide à la planification en appui au développement industriel et à la diversification économique

Douala, du 09 au 11 novembre 2021

## Note conceptuelle

---

## I. Contexte et justification

Depuis des décennies, la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA), en collaboration avec des partenaires nationaux et régionaux, joue le rôle clé de leader en soutenant les gouvernements africains et leurs institutions spécialisées en matière de planification économique. Dans le passé, les plans de développement nationaux ont guidé la croissance économique grâce à la mise en œuvre progressive d'une planification de développement macroéconomique et sectorielle. Cette approche a cependant eu tendance à négliger l'importance des stratégies territoriales, de la planification du développement régional et de la coordination de la dimension spatiale des politiques sectorielles. Cela a contribué à d'importantes disparités régionales et conduit à des inefficacités dans les dépenses de développement, la coordination du développement des infrastructures et la planification intégrée du développement plus généralement.

Pour combler ces lacunes, la planification du développement doit être soutenue par une planification spatiale solide pour définir les priorités du gouvernement dans différents domaines tels que la croissance économique, le développement des infrastructures et la conservation de l'environnement. La cartographie, les technologies d'observation de la terre et les Systèmes d'Information Géographiques (SIG) constituent de véritables opportunités pour l'avancement de l'Afrique dans le domaine de la planification spatiale efficace du développement socio-économique.

La CEA héberge actuellement le secrétariat de l'UNGGIM Afrique, groupe d'experts créé pour fournir des conseils sur la gestion des informations géospatiales pour la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. En outre, elle a commandé le Plan d'action africain sur la géospatiale mondiale. La CEA a publié de nombreux produits de connaissance pour soutenir l'élaboration de politiques fondées sur la science dans l'utilisation des SIG pour la planification et l'analyse spatiale.

L'aménagement du territoire est un instrument clé pour établir des cadres durables à long terme pour le développement social, territorial et économique à la fois au sein des pays et entre eux. Son rôle principal est de renforcer l'intégration entre des secteurs tels que la terre, le logement, les transports, les moyens de subsistance, l'environnement, l'énergie et l'industrie en améliorant les systèmes nationaux et locaux de développement urbain et rural. Il permet de résoudre des défis complexes liés à la localisation en comprenant mieux où et ce qui se passe dans le temps et l'espace. Il va au-delà de la simple cartographie pour nous permettre d'étudier les caractéristiques des lieux et les relations entre eux, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour une prise de décision éclairée.

L'Afrique centrale a connu une stagnation économique au cours de la dernière décennie, en raison de la baisse des prix et de la demande mondiale de ses produits primaires d'exportation. La Commission Economique pour l'Afrique (CEA) travaille avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) pour soutenir la coordination entre les programmes des parties prenantes et faciliter l'élaboration de stratégies visant à stimuler la croissance économique dans la région

Afrique centrale tout en mettant l'accent sur l'intégration régionale et le commerce. La prise en compte des données géoréférencées dans la planification du développement contribuerait à approfondir l'analyse.

L'analyse spatiale est une méthode qui permet de combiner plusieurs critères, de différente nature, afin d'obtenir un résultat cartographique indiquant des zones plus ou moins aptes à la solution du problème. Les données géospatiales sont utilisées depuis de nombreuses années par les secteurs de l'énergie et des minéraux pour circonscrire des potentielles zones de concentration des matières premières. L'utilisation des données spatiales n'est pas nouvelle ; des études similaires ont été réalisées en Inde (Identification de zones potentiellement aurifères), au Japon (Identification des zones potentiellement riches en ressources géothermales), au Nigéria (Identification des zones vulnérables aux inondations).

Traditionnellement, les gouvernements fournissent ces données sous forme de cartes géologiques comme moyen d'attirer les investissements, l'exploration et le développement, et plus récemment pour soutenir l'aménagement du territoire et les décisions associées. Ces dernières années, les données géographiques sont devenues disponibles sous forme numérique et sont facilement intégrées à d'autres informations telles que la propriété foncière et les infrastructures. Cependant, les données à l'échelle du paysage sont limitées ou absentes, ce qui entrave la planification spatiale du développement et la prise en compte des besoins réels et prioritaires des communautés locales.

En vue de caractériser les ressources naturelles de la région et les dynamiques socio-économiques et démographiques des populations en Afrique centrale, la CEA en plus des données statistiques habituelles vient ici prôner la prise en compte des données géospatiales comme outils additionnels de planification.

C'est dans le contexte ci-dessus et dans le cadre du mandat de la CEA visant à renforcer les capacités des États membres pour une meilleure planification participative du développement, y compris la vision à long terme, la conception et la planification de politiques sectorielles et la planification régionale, que le Bureau Sous Régional de la CEA a initié cette campagne de sensibilisation et de formation à l'utilisation et la prise en compte des données géoréférencées dans la planification du développement en Afrique centrale. Il est évident que le contexte actuel de décentralisation, marquée par le transfert des compétences substantielles aux collectivités territoriales décentralisées, va davantage renforcer le rôle de l'information géo localisée dans le marketing des territoires et le suivi des indicateurs spatialisés de développement.

Le présent séminaire est conjointement organisé par le MINEPAT et le WFP.

## **II. Objectifs de la réunion**

L'objectif de cette réunion est de renforcer les capacités des États membres en Afrique centrale pour une meilleure planification participative du développement, y compris la vision à long terme. Il s'agit de les sensibiliser à l'utilisation et la prise en compte des données géoréférencées dans la conception et à la planification des politiques sectorielles de développement.

### III. Résultats attendus de la réunion

Bien que de nombreux gouvernements aient réalisé la valeur des services géospatiaux, plusieurs pays manquent des ressources humaines, techniques et financières nécessaires pour entreprendre les activités spatiales les plus élémentaires. Ils sont confrontés à des défis tels que la disponibilité de sources fiables d'informations géospatiales, l'accès, la qualité, l'exhaustivité, la disponibilité de métadonnées normalisées, l'interopérabilité des ensembles de données d'informations géospatiales, la traçabilité des produits d'informations géospatiales, les droits des producteurs de données, entre autres. La cartographie et l'analyse des données fournies par les systèmes d'information géospatiale constituent pourtant la base de certaines des stratégies économiques nationales les plus réussies.

Cette réunion de sensibilisation des planificateurs nationaux leur permettra, outre le partage des connaissances des initiatives menées dans les Ministères sectoriels, de jeter les bases de la mise en place d'une Infrastructure Nationale de Données Géospatiales (INDS) ou encore Infrastructure Nationale des Données Géographiques (INDG), entendue comme « un guichet unique officiel » permettant d'accéder à l'ensemble des données géospatiales.

### IV. Organisation de la réunion

Les participants suivront une première série de présentations qui, outre le contexte et la justification, se focaliseront sur les caractéristiques des données à référence spatiale, l'introduction aux SIG, et la plus-value de la prise en compte de la dimension spatiale dans la planification du développement. En outre, un cas pratique sera présenté avec le logiciel QGIS où il s'agira de spatialiser des enjeux dans deux espaces stratégiques pour la diversification de l'économie. Les espaces provisoirement ciblés sont : le Port en eau profonde de Kribi et sa périphérie ; et la bouche minière du Dja (position frontalière avec le Congo, proximité de la réserve de biosphère du Dja, proximité du permis minier de Mbalam, Présence d'agro-industries et des UFA). La deuxième série de présentation portera sur « l'état des lieux des bases de données à référence spatiale au Cameroun ». Elle permettra aux gestionnaires des bases de données géo spatiales multi-thèmes (MINEPAT, INS, INC, FEICOM, PNDP, BUCREP) de présenter leurs contributions spécifiques à la mise à disposition de l'information géographique fiable et opportune sur le territoire national.

Le deuxième jour sera essentiellement consacré à une série de présentations sur « des cas pratiques d'utilisation de l'information géo référencée dans la mise en œuvre des politiques et projets de développement ». Cette série sera animée par les administrations sectorielles en charge de l'aménagement et de l'organisation du territoire, des secteurs productifs, et des services sociaux de base.

La dernière journée sera consacrée à un débat général sur « les contraintes et solutions pratiques pour le renforcement de l'intégration de la dimension spatiale dans la planification du développement ». Après la présentation par le consultant d'un bref aperçu des stratégies de diffusion des données géo spatiales, il sera par la suite question de faire un brainstorming sur la mise en place d'une véritable économie spatiale du développement. Au regard des obstacles

identifiés, les participants devront proposer des solutions pratiques permettant de lever les contraintes en vue d'optimiser la prise en compte des données géographiques dans le processus décisionnel.

#### **V. Participation**

La participation à la réunion est ouverte aux cadres des administrations publiques camerounaises, experts en planification, cartographes, économistes, universitaires, chercheurs et statisticiens.

#### **VI. Date et lieu de la réunion**

Le séminaire de trois jours se tiendra à l'hôtel **Résidence La Falaise à Douala**, Cameroun du 09 au 11 Novembre 2021.

#### **VII. Langues de travail**

Les travaux se dérouleront en français.

#### **VIII. Contacts**

**M. Tcheeko Lot**

Email : [tcheeko@un.org](mailto:tcheeko@un.org)

Tél. : (237) 222 50 43 21

Fax : (237) 222 23 31 85

**M. Issoufou Seidou Sanda**

Email: [seidoui@un.org](mailto:seidoui@un.org)

Tél. : (237) 222 50 43 20

Fax : (237) 222 23 31 85

**Mme Clarice DJUIDJE**

Email : [clarice.djuidje@un.org](mailto:clarice.djuidje@un.org)

Tél. : (237) 222 50 43 45

Fax : (237) 222 23 31 85